 

21 bis, rue Arsène

Orillard 86000 POITIERS

Tel : 05 49 60 34 70

E-mail : [formation@cgt-ud86.org](file:///C%3A%5CUsers%5Csophi%5CDropbox%5CFormation%20partage%5CFormation%202020%5CDevis%20CSE%20mandat%20eco%5Cformation%40cgt-ud86.org)

***Mis à jour le 17 JANVIER 2023***

Les Membres du CSE ont droit à deux types de formation au mandat :

* La formation « prise de mandat » sur le rôle du **CSE-ECO**
* La formation « santé, sécurité et conditions de travail » **: CSE-CSSCT**

**FORMATION « PRISE DE MANDAT » CSE-ECO**

La formation « prise de mandat » des élu-e-s des Comités Sociaux et Economiques est indispensable dès la prise de mandat afin qu’ils-elles soient plus efficaces pour promouvoir et défendre les droits et les intérêts des salarié-e-s dans l’entreprise. La formation portera sur le rôle et les missions de l’élu-e, les prérogatives économiques, l’intervention des élu-e-s et l’articulation avec l’activité syndicale, la démarche syndicale.

La formation syndicale des élu.e.s au Comité Social et Economique est réglementée de manière spécifique tant pour l’autorisation d’absence, pour la rémunération que pour le financement des frais pédagogiques, des frais de séjour et des frais de transport. La loi n’a pas prévu comme c’est déjà le cas actuellement, d’octroyer un budget de fonctionnement pour le CSE dans les entreprises de moins de 50 salariés.

**Article L. 2315-63:**

Dans les entreprises d'au moins cinquante salariés, **les membres titulaires** du Comité Social et Economique élus pour la première fois bénéficient, dans les conditions et limites prévues à l'article L. 2145-11, d'un stage de formation économique **d'une durée maximale de cinq jours. Le financement de la formation est pris en charge par le Comité Social et Economique.** Cette formation **est imputée sur la durée du congé de formation économique, sociale et syndicale** prévu aux articles L. 2145-5 et suivants.

Pour les élu.e.s suppléant.e.s:

Il n’est pas prévu dans le code du travail, de droit à la formation pour les élu.e.s suppléant.e.s.

Il y a besoin d’avoir une intervention du syndicat auprès de l’employeur.euse pour une prise en charge du congé de formation syndicale pour la formation économique au même titre que les membres titulaires. A cet effet le syndicat peut faire inscrire ce droit à la formation et l’acter dans la négociation des protocoles pré-électoraux ou dans la négociation du droit syndical.

**Concrètement on fait comment ?**

**1-** Le syndicat regarde le nombre l’élus titulaires et suppléants à former et si la formation des suppléants est prise en charge dans le protocole électoral.

**2-** Le CSE regarde quel montant du budget de fonctionnement il peut consacrer à la formation des élus.

**3**-Le syndicat prend contact avec le responsable à la formation syndicale de l’UD pour définir le tarif appliqué . L’UD établit alors le devis avec les informations données par le syndicat.

**4 -**Le futur stagiaire ou le syndicat envoie sa demande de formation à l’employeur.

**5-** Le syndicat ayant toutes les infos et devis signé par secrétaire CSE inscrit sur site de l’UD les stagiaires.

**COÛT DU STAGE :**

Ces frais sont facturés par le pôle confédéral de la formation syndicale aux CSE (Article L. 2315-63**). Ils sont à affecter au budget de fonctionnement du CSE. (0.2 % de la masse salariale ou 0.22% pour les entreprises de plus de 2000 salariés).** Afin de favoriser la formation d’un maximum d’élu.e.s au CSE et pour tenir compte de la dimension des entreprises, nous proposons que les tarifs soient discutés entre l’UD et le syndicat

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Effectif de l'entreprise  | Taux du smic horaire11, 27 euros 01/2023  | Forfait pédagogique journalier  | Facture totale pour 1 stagiaire 5 jours et 5 repas  |
| 50 à 74 salariés | 11 | 123,97 | 707,35 |
| 75 à 99 salariés | 12 | 135,24 | 763,7 |
| 100 à 124 salariés | 13 | 146,51 | 820,05 |
| 125 à 149 salariés | 17 | 191,59 | 1045,45 |
| 150 à 174 salariés  | 20 | 225,4 | 1214,5 |
| 175 à 199 salariés  | 24 | 270,48 | 1439,9 |
| 200 à 224 salariés | 28 | 315,56 | 1665,3 |
| 225 à 250 salariés | 31 | 349,37 | 1834,35 |
| Tarif normal ou plus de 250 salariés | 36 | 405,72 | 2116,1 |
|   |   |   |

Exemple pour une entreprise de 110 salariés, avec un CSE en difficulté budgétaire, le taux que l’on peut proposer comme base de négociation s’élève à 13 fois le SMIC horaire :

Le SMIC horaire en 2023 est de 11,27 €

 Le forfait pédagogique journalier sera de 13 x 11,27 € = 146,51 €

 Soit pour une formation de 5 jours avec 5 repas,

La facture sera de (146,51 € + 17,50 €) x 5 jours = 820,05 €

La détermination du taux a été effectuée à partir d’une évaluation minimale du budget de fonctionnement du Cse . L’objectif du syndicat étant, dans le meilleur des cas, la formation des tous les élus titulaires la 1ère année du mandat et les suppléants la 2e année.

Il nous semble important d’aborder dans les discussions à la fois l’utilisation du budget de fonctionnement et le coût de la formation des élus.

Dans le cas où le budget le permet, le taux maximal peut être appliqué.

Mais attention, les frais pédagogiques ne se limitent pas à l’organisation locale de la session de formation des élus au Comité d’Entreprise. La CGT mobilise non seulement des formateurs, des moyens administratifs pour la préparation et le déroulement des sessions de formations, mais aussi des moyens au moment de la conception des contenus et des outils pédagogiques. La formation des formateurs expérimentés dans le mandat et pédagogiquement est aussi une volonté de notre organisation qui entraîne une mobilisation de ses moyens.

**Les frais de transports pour stages CSST et base de calcul pour UD pour devis aux CSE ECO pour prise de mandat**

Une feuille excel est disponible sur simple demande à l’UD pour gagner du temps, cela se calcule automatiquement dans ce tableau sur le site de la formation sur infos et docs



La distance est le trajet le plus direct entre le siège de l’entreprise ou de l’établissement jusqu’au lieu de dispense de la formation.

Les frais de séjour sont facturés sur les bases suivantes :

Pour un stage en externat : 17.50 € par jour représentant le coût d’un repas de midi.

Pour un stage en internat : 17.50€ pour le repas du midi, 17.50€ pour le repas du soir et 70€ d’hébergement par nuit.

Les stagiaires sont remboursé.e.s des frais de transport par l’UD qui récupèrera son dû auprès du CSE via la Confédération.

Modèle de demande de congé de formation économique pour les élus au COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

***A adresser, à votre employeur, 30 jours à l’avance.***

***Vous devez vous assurer que votre demande a bien été reçue, soit par un récépissé de son dépôt, soit en l'envoyant par lettre recommandée avec accusé de réception.***

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

Nom, prénom

Adresse

Madame la directrice / Monsieur le directeur

Nom de la société

Adresse

Code postal et ville

A..........., le..............

Objet : demande de congé de formation économique

Madame la Directrice / Monsieur le Directeur,

Conformément aux articles L. 2315-63 du code du travail, j’ai l’honneur de vous demander l’autorisation de m’absenter de l’entreprise du **(préciser les dates de début et de fin de stage),** en vue de participer à un stage de formation économique, organisé par « La formation syndicale CGT » qui est un organisme agréé.

Je vous rappelle que le temps consacré à cette formation est pris sur le temps de travail et rémunéré comme tel.

Dans l’attente d’une réponse favorable, je vous prie d’agréer, Madame la directrice / Monsieur le Directeur, l’expression de mes sentiments distingués.

Signature

EXEMPLE de devis EFFECTUE PAR UD pour la facturation des frais de formation économique des élus au COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE que fera l’UD

Madame / Monsieur le secrétaire du Comité Social et Economique

Nom de la société  CAF 86

Adresse

Code postal et ville

A..........., le..............

**Devis pour la formation économique des membres du Comité Social et Economique d’Entreprise ou Etablissement.**

Madame, Monsieur,

Conformément aux articles L. 2315-63 du code du travail, Manuelita Macronite a demandé à suivre un stage de formation économique pour les membres du comité social et économique .

Cette formation est organisée par « La formation syndicale CGT » qui est un organisme agréé et se déroulera du 6 au 11 février 2023 pendant 5 jours à l’UD rue Orséne Orillard 86000 POITIERS

Vous recevrez une facture à l’issue du stage conformément aux éléments indiqués ci-dessous Nous vous demandons de nous retourner ce courrier, valant devis, signé avec la mention « bon pour accord » par courrier postal à l’adresse suivante : UD CGT 86 21 bis rue Arsène Orillard 86000 POITIERS

FRAIS PEDAGOGIQUES : \_315 ,56 € x 5 jours x 1  stagiaire(s) = 1577 ,8 €

**FRAIS DE SEJOUR :**

REPAS MIDI 17 ,50 € X  5 repas = 87,5€

REPAS SOIR 17.50 €   X  \_ \_ repas = \_ \_0 \_ €

* HEBERGEMENT par nuit   70€ x \_ \_ nuits = \_ \_ \_ €

                                                                                                TOTAL= 1665, 3 €

* FRAIS DE TRANSPORT sur la base du tarif seconde classe SNCF, soit :

\_ \_ \_ kms = \_ \_ \_, \_ \_ €

PRIX TOTAL : \_ \_ \_ \_, \_ \_ €

Si vous avez besoin d’autres éléments vous pouvez me contacter par téléphone au : \_ \_ \_\_ \_ \_

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour L’UD CGT 86

Sophia Roque Fortunato Vaz

Responsable de la formation syndicale

***Ce courrier est à retourner complété, daté et signé à l’adresse ci-dessus.***

Date : \_ \_ / \_ \_ / 2022\_

Nom et Prénom du secrétaire du CSE : \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_  Mention manuscrite « Bon pour accord » :

**La formation « santé, sécurité et conditions de travail »: SSCT**

La formation santé, sécurité et des conditions de travail des élu-e-s du Comité Social et Economique est indispensable dès la prise de mandat afin qu’ils-elles soient plus efficaces pour promouvoir et défendre les droits et les intérêts des salarié-e-s dans l’entreprise.

La formation santé, sécurité et des conditions de travail des élu-e-s au Comité Social et Economique est **réglementée de manière spécifique tant pour l’autorisation d’absence, pour la rémunération, que pour le financement des frais pédagogiques, des frais de séjour et des frais de transport.**

En application de cette réglementation,

1. **Un droit à la formation santé, sécurité et des conditions de travail est acté pour les élu-e-s au Comité Social et Economique (titulaires et suppléants) (Article L. 2315-18 modifié par la loi de ratification n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 6 (V)**
2. **La durée de ce droit des élu-e-s est de 5 jours minimum..**
3. **Il est renouvelable au-delà de l’exercice de ce mandat pendant 4 ans consécutifs ou non.**
4. **Le choix de l’organisme de formation est de la seule prérogative de l’élu-e.**
5. **Le financement de la formation est à la charge de l’employeur.euse : il faut entendre par frais de formation, les frais pédagogiques, et les frais de séjour (repas et hébergement si internat), les frais de  déplacements.**
6. **Le salaire des membres du Comité Social et Economique lors de cette formation est à la charge de l’employeur. Ce droit n’est pas déduit du droit aux 12 ou 18 jours de congé de formation économique sociale et syndicale. \***

**\* Si le code du travail précise bien que la formation économique des élus au comité social et économique est imputable au droit à la formation (**l 2315-63), **il ne dit rien de tel au sujet de la formation « sante, sécurité et conditions de travail**

**COÛT DU STAGE :**

Il y a un maximum légal à la facturation des frais pédagogiques (Article R 4614-34). La CGT pratique ce tarif maximal comme bon nombre d’organismes de formation. Ce montant maximal correspond à 36 x le smic brut horaire, soit pour **l’année 2023= 36 x 11.27€ = 405.72€ par jour et par stagiaire.**

Les frais pédagogiques ne se limitent pas à l’organisation locale de la session de formation des élu.e.s au CHSCT / CSSCT. La CGT mobilise non seulement des formateur.rice.s, des moyens administratifs pour la préparation et le déroulement des sessions de formations, mais aussi des moyens au moment de la conception des contenus et des outils pédagogiques.

Les frais de séjour sont facturés à hauteur de l’indemnité de mission fixée en application aux déplacements temporaires des fonctionnaires soit :

1. Pour un stage en externat : **17.50. € par jour représentant le coût d’un repas de midi.**
2. Pour un stage en internat : **17.50€ pour le repas du midi, 17.50€ pour le repas du soir et 70€ d’hébergement par nuit.**

Les frais de transport sont facturés à hauteur du tarif de seconde classe SNCF.

Une feuille excel est disponible sur site l’UD pour gagner du temps, cela se calcule automatiquement plus qu’à imprimer !



La distance est le trajet le plus direct entre le siège de l’entreprise ou de l’établissement jusqu’au lieu de dispense de la formation.

Les frais de séjour sont facturés sur les bases suivantes :

Pour un stage en externat : 17.50 € par jour représentant le coût d’un repas de midi.

Pour un stage en internat : 17.50€ pour le repas du midi, 17.50€ pour le repas du soir et 70€ d’hébergement par nuit.

Les stagiaires sont remboursé.e.s des frais de transport par l’UD qui récupèrera son dû auprès de l’entreprise via la confédération.

**Modèle de demande de congé de formation santé, sécurité et des conditions de travail pour les élu-e-s au Comité Social et Economique**

Adressez l’original, à votre employeur-euse, 30 jours à l’avance.  Vous devez vous assurer que votre demande a bien été reçue, soit par un récépissé de son dépôt, soit en l'envoyant par lettre recommandée avec accusé de réception**.**

**Envoyez une copie à l’organisateur de la Formation (Union Départementale ou Fédération) qui transmettra une copie ainsi que la copie de votre attestation de présence dans le dossier d’émargement au Pôle de la formation syndicale CGT.**  Cela est facturé à l’employeur

Nom, prénom

Adresse

Madame la Directrice/Monsieur le directeur

Société (nom)

(Adresse)

A..........., le..............

Objet : demande de congé de formation santé, sécurité et des conditions de travail

Madame la Directrice/Monsieur le Directeur,

 Conformément aux articles L2315-16, L 2315-17,  L 2315-18, R 2315-12, R 2315-20 et R 2315-21 je sollicite de votre part l’autorisation de partir en stage de formation nécessaire à l’exercice de ma mission en tant qu’élu-e au Comité Social et Economique

 Ce stage organisé par “La formation syndicale CGT” organisme agréé, aura lieu

du \_ \_ / \_ \_ / 2022 au \_ \_ / \_ \_ / 2022

à \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ pendant  5 jours.

*(Préciser les dates de début et de fin de stage et le lieu de la formation ).*

Cette demande d’absence vaut devis auprès de votre service comptable, vous recevrez une facture à l’issue du stage comme suit :

* FRAIS PEDAGOGIQUES :                                     405.72. € x 5 =
* REPAS MIDI 17,50 €                               17.50 € X \_ \_ repas = \_ \_ \_ €
* REPAS SOIR 17.50€                                17.50 € X  \_ \_ repas = \_ \_ \_ €
* HEBERGEMENT 70 € par nuit                         70€ x \_ \_ nuits = \_

FRAIS DE TRANSPORT sur la base du tarif seconde classe SNCF, soit :

\_ \_ \_ \_ euros x \_ \_ \_ kms = \_ \_ \_ , \_ \_ €

PRIX TOTAL : \_ \_ \_ \_ , \_ \_ €

 Si il y a un numéro de commande merci de le préciser ici : \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_  et de nous indiquer le nom et les coordonnées de l’interlocuteur \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_

et merci d’adresser le bon de commande à : UD CGT 86 21 bis, rue Arsène  Orillard 86000 POITIERS

 Merci de préciser le code SIRET de l’entreprise :\_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_

 Dans l’attente d’une réponse favorable, je vous prie d’agréer, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur, l’expression de mes sentiments distingués.